

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 118

3 janvier 1972 - 16 janvier 1972

LE NUMERO :

0,50 F

La danse macabre de Sainte Démocratie

Il y a une longue tradition qui fait de l'Angleterre — première nation capitaliste et première dominatrice du monde, apôtre de toutes les libertés (et d'abord de la liberté du commerce), « mère des Parlements » — le meilleur exemple permettant d'illustrer les fastes de la démocratie. L'Amérique, à côté, n'est qu'une pâle et maladroite écolière...

Un siècle est passé depuis que Marx et Engels dénonçaient la spoliation des paysans de la « verte Irlande » (tout aussi féroce qu'une spoliation coloniale et permettant également à la métropole de distribuer des miettes de ses profits à l'« aristocratie ouvrière », pour en faire un pilier de l'Empire et de l'ordre établi) et l'exploitation forcée des ouvriers irlandais, importés comme bêtes de travail à bon marché, pour faire concurrence à la main-d'œuvre britannique et donc « régler » (c'est-à-dire comprimer) le salaire moyen, en y voyant la principale entrave du mouvement prolétarien anglais. Dans les colonies, la « Mère des Parlements » construisait son Empire sur la règle d'or « diviser pour régner », c'est-à-dire qu'elle dressait les uns contre les autres les tribus et les peuples, pour mieux les dévorer ensuite tous ensemble ; de même, dans la métropole, elle dressait les uns contre les autres les ouvriers anglais et irlandais et, au-delà du Canal Saint-Georges, elle laissait les paysans exploités par les tyranniques seigneurs féodaux mourir de faim et d'épidémies. Un siècle est passé, au cours duquel l'Angleterre a corrompu l'une après l'autre jusqu'aux jeunes forces révolutionnaires de l'Eire, et leur a « accordé » peu à peu l'indépendance, mais en gardant son petit bout de « colonie européenne » à piller avec toute la cupidité d'une puissance qui a perdu son Empire colonial, et avec toute l'hypocrisie d'une classe bourgeoise armée non seulement de canons, mais de Bibles et autres livres saints, et prête à perpétuer — elle, la première nation capitaliste de l'époque moderne — les pires survivances de l'obscurantisme médiéval sous la forme de discriminations religieuses et civiles.

Aujourd'hui, la « Mère des Parlements » pacifique l'Irlande à coups de mitrailleuse, de camps de concentration, d'exécutions sommaires... par erreur, de tortures ; par contre-coup, elle dévie sur une idéologie non moins stupidement nationaliste et même raciste que la sienne, un mouvement révolutionnaire qui pourtant, dans certaines de ses couches, exprime la colère, la rancœur, la haine, non seulement de petits paysans, mais de prolétaires authentiques. La voilà, la Démocratie, cette autre face du fascisme, mais hypocrite, onctueuse, bigote ; la voilà qui a été son septième voile, sur la place de Westminster si chère aux idéologues bourgeois, à l'ombre de la statue de Cromwell.

**

Mais il n'y a pas que ses sujets directs qui reçoivent les

bienfaits de la Sainte Démocratie Britannique. Lorsqu'elle s'est dépêchée d'abandonner son Empire avant d'en être chassée à coups de bâtons même par les théoriciens de la « non-violence », la « mère de la liberté » a laissé derrière elle tout un héritage qu'elle a généreusement transmis à ses anciens sujets. Je vous ai arrangés comme il faut (a-t-elle murmuré entre ses dents, tandis que, à voix haute, elle dissertait sur les éternels principes) ; débrouillez-vous tout seuls maintenant ! C'est ainsi qu'elle a laissé derrière elle une Inde absurdement divisée en deux Etats selon des frontières soi-disant religieuses ou linguistiques (alors qu'en Irlande justement elle joue la carte de la coexistence de deux religions pour masquer l'existence de deux « nations », l'une dominante et l'autre dominée !) ; elle a laissé derrière elle deux Etats dont aucun ne peut vivre sans l'autre, deux Etats qu'elle a dressés l'un contre l'autre depuis des siècles, et qu'elle a « élevés » l'un et l'autre au niveau d'une civilisation bourgeoise qui se concilie parfaitement avec les survivances pré-bourgeoises les plus absurdes et les plus caricaturales ; deux Etats qui sont l'un et l'autre gouvernés par de jeunes bourgeoisies aussi rapaces qu'anémiques, qui se vendent au plus offrant sur le marché des pots-de-vin et des canons, exploitant férocelement les prolétaires et les

paysans pauvres indigènes, et guignant les terres du voisin pour peu qu'elles soient fertiles et peuplées de forces de travail affamées. Aujourd'hui les deux tronçons du subcontinent indien en sont à s'entre-égorger : ils souffrent de surpeuplement ; une guerre peut avoir le même effet « salutaire » qu'un cyclone ou qu'un raz-de-marée, et calmer la colère des prolétaires et des sous-prolétaires en révolte chronique. « Mère des Parlements », temple de la démocratie, sois bénie pour les bienfaits que tu prodigues là où tu gouvernes, comme là où tu as cessé de gouverner !

**

Au palais de l'ONU, les nouveaux hôtes chinois se posent en champions de l'« anti-impérialisme » des pays sous-développés et du « Tiers-Monde », au moment même où ils donnent leur bénédiction au gouvernement pakistanais, un des plus réactionnaires qui soient, qui massacre les ouvriers et affame une plèbe affreusement misérable. Et c'est avec le même aplomb que Moscou offre ses services et ses armes au gouvernement archi-bourgeois et usurier de Madame Gandhi et que les ministres du Marché Commun célèbrent l'entrée de l'Angleterre souillée de crimes dans leur royaume de vieille civilisation. Temple de Westminster, tu as donné le bon exemple dans les territoires qui furent le théâtre de tes guerres de l'opium, tout comme, autrefois, au Moyen-Orient ou en Afrique.

Mais un jour, les prolétaires du monde entier, et, à leur suite, les paysans pauvres de trois continents s'écrieront : Sainte Démocratie de tous les pays, à la lanterne !

Le conflit indo-pakistanaï

Une guerre de la faim et de l'hypocrisie

Peut-on croire un seul instant que dans l'immense péninsule indienne on a assisté à une lutte entre défenseurs de la « liberté des peuples », du Bengla Desh en l'occurrence, et oppresseurs, entre le progrès et la civilisation, d'un côté, la barbarie de l'autre ?

Personne plus que nous est loin de nourrir la moindre sympathie pour un Etat comme le Pakistan, dont la structure économique et sociale est demeurée parmi les plus arriérées du monde, et qui, sous la direction de Yahya Khan, a massacré sur une large échelle, prolétaires et paysans faméliques. Mais, suivant une saine tradition marxiste selon laquelle le bourgeois « éclairé », voire « philanthrope », est mille fois plus écœurant que le bourgeois qui ne cherche pas à dissimuler son visage d'exploiteur, nous avons moins de sympathie encore, si possible, pour l'Inde « évoluée » et sa Jeanne d'Arc de premier ministre. A Karachi, au moins, on ne prétend pas être les sauveurs de la civilisation et les bienfaiteurs des peuples, tandis qu'à New Delhi, patrie de la non-violence, on verse des larmes de crocodile sur la violence qu'on est « contraint » d'employer pour qu'au Bengale triomphe enfin la démocratie, le « socialisme » et dieu sait quoi encore. L'hypocrisie est l'ornement naturel de la bourgeoisie « évoluée »...

Bien avant que sa plèbe affamée ne se révolte, le Bengale existait la convoitise de l'Inde « pacifiste ». L'impérialisme avait laissé en héritage au sub-continent indien cette absurde division territoriale effectuée selon le critère complètement métaphysique de la religion. Or, s'il est possible que les dieux de l'Olympe hindou ne puissent coexister pacifiquement avec Allah, il est certain que, sur cette terre, Calcutta et son industrie textile ne peuvent vivre sans les matières premières — industrielles et alimentaires — du Bengale, non plus que sans le débouché, pour limité qu'il soit, qu'il offre aux produits manufacturés indiens. Bien ou mal, l'Etat sur lequel veille si maternellement Indira Gandhi a amorcé sa propre industrialisation capitaliste, et se trouve donc être organiquement expansionniste et agressif ; il l'est d'autant plus que les terribles déséquilibres de sa structure sociale le rendent rapace : lui qui ne réussit pas à rassasier sa plèbe, est toujours à la recherche d'aliments et de terre gratis. Tout cela, ni Indira Gandhi ni son parti ne le disent : à les entendre, c'est le cœur lourd qu'ils se sont décidés à la guerre, et poussés par un sentiment de miséricorde envers les Bengalis écrasés par le gouvernement pakistanais et réduits, par les Anglais d'abord, puis par leurs frères en Mahomet, à la famine endémique.

En vérité, New Delhi a commencé à vibrer de philanthropie le jour où des millions de créatures faméliques se sont déversés sur Calcutta et sa région en espérant y trouver du pain et un toit : ils n'ont trouvé ni l'un ni l'autre et ils se sont installés dans d'effroyables

(Suite page 2)

APRÈS L'ACCORD DE WASHINGTON

OU VA LE DOLLAR ?

Officiellement ouverte en 1968 par la suspension de fait de la convertibilité du dollar, la crise du système monétaire international était entrée dans sa phase aiguë le 15 août dernier avec les mesures protectionnistes et la suppression officielle de la convertibilité décidées unilatéralement par l'administration Nixon. Quelles sont les manifestations principales et les causes profondes de cette crise ? L'accord des six à Washington le 18 décembre dernier y apporte-t-il un remède radical ? Telles sont les principales questions que l'on doit se poser. Essayons d'y répondre en évitant d'entrer dans les questions de technique monétaire, qui rebutent le non-spécialiste et masquent le plus souvent la base matérielle des problèmes.

Le système monétaire international auquel Nixon a donné le coup de grâce le 15 août avait été établi par les accords de Bretton-Woods en 1944, au sortir de la deuxième guerre mondiale. Les U.S.A., chefs de la coalition dite « anti-fasciste » qui regroupait les puissances impérialistes et colonialistes de première grandeur et le jeune impérialisme russe, en étaient les vainqueurs incontestés. Leur puissant appareil

de production tournait à plein rendement, celui de ses concurrents était écrasé sous les bombes ; leurs caisses étaient pleines à craquer, leurs concurrents étaient au contraire endettés jusqu'au cou ; leur flotte marchande était prête à transporter aux quatre coins du monde les marchandises « made in U.S.A. » que la pénurie régnant partout ailleurs laissait sans concurrence. Jamais une puissance capitaliste n'avait pu tirer un tel parti de sa victoire. Première puissance militaire du monde, les U.S.A. écrasaient aussi les autres pays dans les domaines de la production, du commerce, de la finance.

Sous l'égide de l'O.N.U., qui établit tout naturellement son siège à New York, les U.S.A. furent donc sacrés gendarme, commerçant et banquier du monde impérialiste, sans que les efforts

de la Russie, bien trop occupée à « digérer » l'empire colonial qu'elle s'était taillé en Europe centrale, puissent porter ombrage à leur écrasante puissance. Le dollar, simple monnaie nationale et donc soumise comme telle aux décisions de l'Etat américain, fut élevé au rang de monnaie internationale. Certes, cette promotion était étayée par toute une série de dispositions, dont les principales étaient la convertibilité du dollar (les banques centrales des autres pays pouvaient réclamer aux U.S.A. l'échange des dollars qu'elles détenaient contre de l'or à un taux fixe — 35 dollars l'once) et l'établissement de parités fixes entre les monnaies que les divers pays signataires des accords s'engageaient à défendre (à une marge de fluctuation de 1 % en plus ou en moins près). Le système était bon, du point de vue des besoins du capitalisme mondial, dans la mesure où il ne faisait que traduire en termes monétaires la toute-puissance de l'économie américaine. En particulier, le garde-fou constitué par la convertibilité du dollar restait tout théorique tant que la « confiance » (facteur apparemment subjectif, mais déterminé en réalité par la force économique et financière de l'Amérique) n'était pas ébranlée : personne ne demandait à échan-

ger ses dollars, puisque « le dollar était aussi bon que l'or » (la valeur de l'or des réserves monétaires mondiales s'élevait à 33,2 milliards de dollars en 1945 ; les U.S.A. en détenaient 20 milliards, soit 60 %).

L'évolution du monde capitaliste qui suivit la fin de la guerre est familière à tous. La concurrence inter-impérialiste — et non les divergences idéologiques entre les cousins fascistes et démocrates — avait engendré la guerre ; celle-ci, en détruisant massivement marchandises et producteurs, en instaurant un nouveau partage du monde entre les brigands impérialistes, donna le départ à un nouveau cycle d'accumulation forcée du capital : ce fut l'« expansion » tant vantée, les « miracles » japonais, allemand ou italien. Seuls véritables vainqueurs de la guerre, les U.S.A. ne pouvaient que partager avec d'autres les fruits de cette expansion d'après-guerre. L'ironie apparente de l'histoire les obligea à s'associer au redressement économique de leurs futurs concurrents. Ils n'avaient pas le choix : la richesse qu'ils avaient accumulée pendant la guerre, il leur fallait la faire fructifier en exportant

(Suite page 4)

REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le vendredi 14 janvier, à 20 h. 45. Attention, cette réunion se tiendra Salle Lancry, 10, rue de Lancry (Métro République) :

L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET SES COLONIES D'AFRIQUE NOIRE

Mythe du Vietminh et vérité historique

(Le début de cette étude a paru dans les numéros 112 et 114 du « Prolétaire »).

Une fois installés, les Français recommencent avec une brutalité croissante les répressions, les massacres, les pillages : le bombardement du port de Haiphong fait environ 6.000 morts, or à cette époque le PCF fait partie du gouvernement français « issu de la résistance » ! Face à ces massacres organisés, le gouvernement de la RDV se contente de lancer des appels au gouvernement français en lui demandant de changer de politique pour éviter la guerre. C'est seulement le 20 décembre alors que la résistance vietnamienne s'est spontanément étendue à tout le pays que le gouvernement de Ho Chi Minh appelle à l'insurrection générale, continuant néanmoins à inviter le gouvernement de Paris à reprendre les négociations !

A ce moment, selon les affirmations du général Giap, « après avoir soutenu pendant un certain temps des combats d'usure pour gagner du temps, nos troupes effectuent un repli stratégique des villes vers les campagnes ». C'est alors qu'est adoptée ce que l'on a appelé la « résistance de longue durée », c'est-à-dire la stratégie propre à la guerre paysanne. Des oppositions à celle-ci se font jour ; Giap rappelle : « la tendance subjectiviste des partisans d'une décision rapide qui se manifesta au début de la guerre de résistance par le refus qu'elle opposa dans diverses régions à l'évacuation des troupes pour préserver le potentiel (militaire) et qui se serait manifestée également dans le projet de contre-offensive générale formulé en 1950 » (op. cit.). Presqu'intacte, l'armée vietnamienne se réorganise en petites formations. Selon Jean Chesneaux, on va jusqu'à dissoudre quelques grosses unités pour les réorganiser en petites bandes pour la guérilla. Le même auteur affirme que les communications étant très difficiles, il est « impossible de maintenir une véritable centralisation ; il devient nécessaire de s'en tenir à des directives de principe et de laisser une grande marge d'initiative aux autorités régionales et locales. Dans ce but, le pays est divisé en quatorze zones militaires dotées d'une ample autonomie ».

Une telle conduite de guerre est pour le moins empreinte de renoncement et tous ces faits semblent indiquer que l'on a délibérément voulu laisser le prolétariat urbain à la merci des Français. De toutes façons, il est certain que les seuls qui soient restés à défendre les villes ont été les ouvriers. A Hanoï, un régiment de prolétaires résista pendant deux mois entiers avant de céder. C'est ainsi que les troupes françaises écrasèrent le mouvement prolétarien qui s'était rallumé pendant l'été 1946.

Le gouvernement de la RDV s'était retiré dans les campagnes ; dès lors, et face aux nécessités de la guerre, le problème de la réforme agraire revêtait une importance décisive. Était-il possible de faire cette guerre sans l'appui des paysans ? Était-il possible de combattre sans soldats ? En tant que chef de l'armée, le général Giap avait déjà été brutalement placé devant cette question : « Mobiliser et organiser tout le peuple signifie mobiliser et organiser les masses paysannes, et le problème de la terre deve-

nait dès lors d'une importance décisive. Donc, à la lumière d'une analyse complète, la guerre de libération du peuple vietnamien se présente par essence comme une révolution nationale démocratique populaire armée dont les deux objectifs fondamentaux et essentiels consistent dans le renversement de l'impérialisme et de la classe des propriétaires fonciers féodaux... L'accroissement des forces de résistance était donc intimement lié à la solution de la question agraire » (op. cit.). Maintenant que l'on a besoin de chair à canon, on proclame la nécessité de la réforme agraire alors que précédemment, au nom de l'unité nationale, on avait toujours défendu la propriété terrienne.

La guerre finie, le même Giap reniera les positions exprimées dans la citation ci-dessus en disant : « La société qui existait au Vietnam en 1946 était caractérisée par deux contradictions fondamentales, l'une entre l'impérialisme et l'ensemble de la nation, l'autre entre la classe des propriétaires fonciers et le peuple, essentiellement les paysans. De ces deux contradictions c'est la première qui devait être considérée comme essentielle. La révolution vietnamienne était une révolution national-démocratique populaire avec deux objectifs fondamentaux : l'un anti-impérialiste, l'autre anti-féodal. Le premier... se présentait comme l'objectif essentiel » (op. cit.).

Pour atteindre les buts ci-dessus énoncés, on réduit en 1950 les taux d'intérêt ; les terres incultes sont distribuées gratuitement et la propriété en est garantie au bout de deux ans à ceux qui les reçoivent à condition qu'ils les cultivent ; le contrat de fermage est réglementé : la sous-location des terres est interdite et le contrat lui-même doit être conclu pour au moins trois ans ; on cherche à favoriser la coopération en invitant les paysans à former des « brigades d'échanges de travail », etc... Le nouveau code civil stipule que « la propriété est respectée, mais... qu'il est interdit aux propriétaires de laisser les terres incultes ».

La même année, les Vietnamiens passent à l'offensive et infligent une série de défaites aux Français. Toujours en 1950, le gouvernement de la RDV qui, comme le révèle le rapport Mc Namara, avait tout d'abord demandé à plusieurs reprises leur aide aux USA, mais en vain, se tourne vers le bloc soviétique : l'URSS et la Chine populaire reconnaissent officiellement la RDV. En 1951 est fondé le « Parti des Travailleurs du Vietnam », ouvertement pro-soviétique qui, selon l'expression de Ho Chi Minh, adopte le « marxisme-léninisme », ce qui signifie non le retour à la lutte pour le communisme, mais l'entrée de la RDV dans le bloc soviétique.

De leur côté, les USA soutiennent activement les Français. Selon les chiffres fournis par Giap, cette aide américaine qui en 1950-51 s'élevait aux 15 % des frais de guerre passe aux 35 % en 1952, et aux 45 % en 1953 pour atteindre 80 % en 1954. En définitive, les Français combattaient donc pour le compte de l'impérialisme yankee. Comme l'affirme justement Giap, il s'agissait d'une guerre « soutenue par le dollar américain et faite avec le sang français ».

Malgré les mesures sus-mentionnées, la situation des campagnes sous le contrôle de la RDV est encore critique ; les mesures visant à obtenir une augmentation de la production et l'appui des masses paysannes sont restées sans effet, à tel point qu'en 1951 le gouvernement déplore les faibles résultats obtenus à la campagne.

Selon les chiffres fournis par Phan Van Dong, en 1952, sur 3 millions d'hectares appartenant aux propriétaires fonciers et aux colons, seulement 156.000 (5 %) avaient été soumis à la réduction des rentes et seulement 250.000 (8 %) avaient été distribués.

Toujours selon Phan Van Dong, en décembre 1953, la répartition des terres était la suivante :

Terres appartenant aux propriétaires fonciers : 50 %.

Terres communales (accaparées en fait par les propriétaires fonciers) : 10 %.

Terres occupées par les 9/10^e de la population restante (dont plus de la moitié totalement privée de terres) : 30 %.

Terres appartenant aux colons et à l'Eglise : 10 %.

Face à la nécessité d'augmenter la production et de terminer la guerre, le gouvernement devait affronter sérieusement le problème. Après avoir publiquement dénoncé la mise en œuvre des masses paysannes et le fait que les forces féodales continuaient à exercer leur pouvoir « derrière un rideau de bambou » ; après avoir attaqué les « propriétaires fonciers réactionnaires » qui dans de nombreux cas avaient collaboré avec l'ennemi, le gouvernement promulgua donc le décret agraire en avril 1953. Pour le type de mesures adoptées, celui-ci ne diffère guère de ceux de 1945 et 1949 (réduction des rentes et de l'intérêt, partage des terres des colons, etc...). Cependant, cette fois, son exécution n'est plus confiée comme les fois précédentes aux administrations locales dans lesquelles prédomine l'influence des propriétaires fonciers, mais aux unions paysannes et aux comités agricoles, c'est-à-dire aux paysans organisés eux-mêmes.

En 1953, Ho Chi Minh explique ce que le gouvernement attend de cette réforme : « En réalisant la réforme agraire, nous influencerons sur nos compatriotes paysans qui vivent à l'arrière des lignes ennemies, nous les encouragerons à lutter avec plus de vigueur pour leur liberté et à soutenir avec plus d'ardeur le gouvernement démocratique de la résistance. En même temps, nous provoquerons la désagrégation des formations auxiliaires de l'armée fantoche dont la majorité est composée de paysans vivant dans la zone occupée ».

Toutefois, en lançant la réforme, le gouvernement proclamait qu'elle devait être réalisée « par étapes » et que les critères appliqués, lors de son exécution devaient varier selon les zones : « La politique agraire, continue Ho Chi Minh, sera appliquée dans les zones de guérilla et dans celles qui sont provisoirement occupées lors de leur libération. Là où la mobilisation des masses par une réduction rigoureuse de taux de fermage n'a pas encore été organisée, il faudra absolument passer par cette première étape avant de s'engager dans la réforme agraire. Là où la mobilisation des masses n'a pas encore été décidée par le gouvernement, il est absolument interdit aux autorités locales de promouvoir cette réforme de leur propre initiative ».

En outre, le gouvernement donne la directive d'appliquer

des mesures différentes selon l'attitude politique des latifondistes : « En réalisant la réforme agraire, nous devons faire une différence entre les propriétaires fonciers en fonction de leur position politique. En d'autres termes, il faut appliquer tout un éventail de mesures : confiscation, réquisitions sans indemnités, vente obligatoire, et non pas généraliser la confiscation ou la réquisition » (op. cit.).

Avec sa duplicité habituelle, le gouvernement cherche à faire illusion aux paysans pour les inciter à combattre, mais il n'a aucune intention de rompre avec la bourgeoisie nationale. Phan Van Dong affirme : « Les intérêts des propriétaires fonciers, de ceux qui ne sont pas compromis avec l'ennemi et surtout des personnalités démocratiques et des propriétaires résistants ne seront pas lésés » (de J. Chesneaux, op. cit.). Selon J. Chesneaux, « les terres des colons français sont purement et simplement confisquées, ainsi que leurs autres biens. Par contre les terres et les biens des propriétaires fonciers traités et réactionnaires et des notables coupables de cruautés » ne sont confisqués qu'en proportion des fautes commises ». Quant aux « personnalités démocratiques », elles reçoivent des indemnités pour leurs terres, leurs capitaux et leurs instruments agricoles, et leurs autres biens leur sont laissés. Les mesures adoptées à l'égard des propriétaires fonciers « attentistes » résidant dans la zone occupée dépendent de leur attitude politique à l'égard de la résistance ».

Comme on voit, le gouvernement Ho Chi Minh n'avait certainement pas l'intention de pousser à fond la réforme agraire : le but de ces premières mesures se limitait à utiliser à fond l'élan des paysans dans la guerre anti-française ; mais pour cela, il fallait les illusionner au moins jusqu'à la fin des opérations militaires. Le but fut pleinement atteint, comme le remarque le général Giap : « La réforme agraire n'alla certes pas sans erreurs, mais celles-ci se produisirent surtout après le rétablissement de la paix, et elles n'eurent aucune influence sur la guerre de résistance » (op. cit.).

Après la réforme, le commandement français lui-même admit qu'il ne se trouvait plus en face des mêmes adversaires. La grande victoire de Diem Bien Phu où fut anéanti, en 1954, le corps expéditionnaire français

fut en grande partie le fruit de cette demi-réforme agraire ; mais, comme on sait, la victoire obtenue par les vietnamiens sur le champ de bataille se transforma en défaite à la table de négociation.

Les accords de Genève de juillet 1954 stipulaient que le pays serait « provisoirement » divisé par le 17^e parallèle. Les forces en présence devaient se retirer respectivement au nord et au sud de cette ligne de démarcation et les deux parties s'engageaient à organiser des élections générales avant 1956. Au lendemain de la victoire de Diem Bien Phu, les forces françaises étaient pratiquement anéanties, et pourtant le gouvernement de la RDV ne voulut pas profiter de la situation.

Selon les déclarations de Chaliand Gérard (op. cit.) « à l'heure du plus grand triomphe du Vietnam, c'est-à-dire lors de Diem Bien Phu, victoire remportée justement la veille de l'ouverture des négociations de paix à Genève, Phan Van Dong, ministre des Affaires Étrangères de la RDV, observa une attitude aussi modeste que magnanime à l'égard des Français, soulignant le désir de son gouvernement d'entretenir des relations amicales avec la France en dépit de tout ce qui s'était produit ». « Naïveté » ? « Amour de la paix » ? Non. Impuissance et complet asservissement aux décisions des grands colosses impérialistes. A la table des négociations, ce n'est pas la bravoure militaire qui avait du poids, mais les dollars.

Les accords de Genève contenaient déjà les prémices d'une nouvelle guerre, bien que tout le monde fasse remonter les causes de celle qui est en cours à la violation de ces accords. Non seulement ils ont mis fin au conflit dans une phase d'écrasante supériorité vietnamienne, mais ils ont stipulé que les troupes françaises se concentreraient au nord pour se retirer ensuite au-delà du 17^e parallèle et que les troupes vietnamiennes feraient de même au sud. Cela permit aux Français de récupérer leurs divisions encerclées dans le delta du Fleuve Rouge et assura le retrait du sud de 100.000 soldats de l'armée vietnamienne qui abandonna ainsi sans défense à de féroces répressions les paysans du sud qui avaient à peine commencé à se partager les terres.

(La suite au prochain numéro).

Le conflit indo-pakistanaï

(Suite de la première page)

bles bidonvilles, demandant de l'aide, un peu de riz, et déclenchant des épidémies.

Ces réfugiés misérables pouvaient être convertis en une bonne affaire. Une bonne petite guerre coûte moins cher que l'assistance, même parcimonieuse, à des millions de fuyards, et elle peut rapporter bien davantage. Leur concéder l'autonomie ne coûte rien et rend un triple service : ils retourneront chez eux avec leur faim impossible à calmer, leur sympathie sera tout acquise au gouvernement indien et celui-ci passera aux yeux des imbéciles pour le défenseur des faibles et des opprimés, pour le paladin du « socialisme ». A la vérité, il y a même un quatrième service : celui d'étouffer dans l'œuf un foyer de rébellion dans la zone déjà explosive du delta du Gange et de prévenir les développements toujours dangereux d'une guérilla menée par des « extrémistes » à l'est du Brahmapoutre.

Voilà donc une guerre politiquement, économiquement et socialement lucrative. Les Bengalis, passé le temps de l'enthousiasme naïf, sentiront dans leur chair l'étroitesse de fer d'une bourgeoisie peut-être plus avide encore, parce que plus développée, et certainement plus jésuitique, que celle qui vénère Allah.

Le jeu des grands pays dits « socialistes » est tout aussi clairement inspiré d'intérêts basement matériels, malgré les floues de rhétorique qu'ils font couler pour le justifier. (Inutile de parler de l'Amérique : elle au moins ne prétend pas s'inspirer de Marx et de Lénine !).

Que la Chine appuie Karachi, grand massacreur de paysans bengalis, démontre que la mission apostolique de rédemption du Tiers Monde qu'elle prétend assumer, que l'appui qu'elle prétend apporter à la « nouvelle » (?) lutte de classe entre la ville et la campagne, ne sont que des phrases. La Chine est guidée uniquement par ses intérêts de grande puissance : une Inde qui mettrait la main sur le Bengale est une menace à sa prééminence en Asie, et voilà pourquoi elle appuie le Pakistan. Que la Russie appuie New Delhi sous prétexte de défendre le droit du peuple bengali à une « indépendance » qui le place entre les griffes rapaces d'une bourgeoisie dont des millions de prolétaires, de sous-prolétaires et de paysans, goûtent déjà quotidiennement, en Inde, les bienfaits de sa « conscience sociale », démontre seulement que la politique étrangère russe est celle d'un grand Etat capitaliste. On a vu, du reste, lors de la sécession du Biafra, quel cas l'impérialisme russe faisait du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » !

Guerre de la faim et de l'hypocrisie : que peut nous offrir d'autre le progrès bourgeois ?

Vient de paraître :

PARTI ET CLASSE

Cette brochure de 60 pages rassemble quelques textes classiques de notre courant et de l'Internationale Communiste sur ce sujet, encadrés par une présentation qui souligne la continuité des positions marxistes depuis leur première formulation dans le "Manifeste du Parti Communiste" :

- Parti et classe (1921) ;
- Parti et action de classe (1921) ;
- Dictature prolétarienne et parti de classe (1951) ;
- Thèses de l'Internationale sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne (1920).

La brochure : 4 F

Commandes au "prolétaire"

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

L'Impérialisme français et ses colonies d'Afrique noire

II. - Phrase "révolutionnaire", et sordide réalité de l'Etat colonial

Nous avons vu dans l'article précédent que la décolonisation de l'Afrique noire n'avait pas encore commencé, que l'Etat remplit toujours la même fonction, qui était celle de l'administration coloniale, et que cet Etat est toujours aux mains de l'impérialisme français. Notre affirmation sur la nature des Etats d'Afrique noire devrait être démontrée bien entendu par l'étude de l'évolution du mode de production en Afrique noire, mais ceci sortirait du cadre de notre sujet : ici où nous voulons tout simplement montrer le rôle de l'impérialisme français en Afrique noire, nous pouvons nous contenter simplement de trouver des preuves de cette affirmation dans le comportement de ces Etats et dans les déclarations de nos adversaires.

C'est ainsi que "Le Figaro" du 17 septembre 1970 prête ces propos à l'Ivoirien Houphouët-Boigny : « Les uns comme les autres en Afrique noire, nous faisons seulement semblant d'être des nations... D'ailleurs, ne fait-on aussi parfois semblant d'être un gouvernement ? »

L'emprise totale de l'impérialisme français sur les Etats prétendument indépendants est confirmée non seulement par le suivisme de leurs gouvernements à l'égard de la politique française, mais surtout par les velléités soi-disant révolutionnaires de certains gouvernements comme celui du Congo-Brazzaville ou du Mali.

Sein "Le Figaro" des 19 et 20 septembre 1970 « La République populaire du Congo... » est minée par de sourdes rivalités entre militaires et civils et plus encore entre maoïstes et prosoviétiques. L'époque où existait un corps de police cubain est révolue, mais l'incorporation des milices de la jeunesse dans l'armée a introduit un élément d'instabilité chronique. » Y a-t-il pour "Le Figaro" des raisons sérieuses de s'inquiéter ? Pas du tout ! « Cette politisation à outrance n'a pas jusqu'ici affecté les relations avec la France, qui continue à fournir une aide importante. »

Une preuve de la soumission complète du gouvernement de Brazzaville à l'impérialisme français, en dépit de sa phrase ronfante et « marxiste-léniniste », ainsi que de ses déclarations « révolutionnaires » et « anti-impérialistes » est l'arrestation récente de réfugiés politiques camerounais (militants de l'U.P.C., organisation qui a dirigé la lutte armée contre l'impérialisme français) pour les livrer au gouvernement camerounais par le biais de l'organisation de l'Unité africaine (O.U.A.). Soit dit en passant, le P.S.U. révèle aussi sa vraie nature de garçon de course de l'impérialisme français lorsqu'il vante « l'anti-impérialisme » du gouvernement de Brazzaville.

On se souvient de même du Mali qui reçut de la canaille opportuniste un brevet de « socialisme », lorsque Modibo Keita dut sortir de la zone franc pour remplacer le petit commerce par un commerce d'Etat. Lorsque la junte des treize lieutenants prit le pouvoir, elle s'empressa de demander le retour dans la zone franc et d'autoriser la réouverture des commerces de détail, ne maintenant en principe ouverts que les magasins d'Etat non déficitaires. L'impérialisme français n'eut pas besoin d'intervenir. Les mesures de Modibo Keita se heurtaient au très faible développement du mercantilisme dans le pays et aux limites artificielles du Mali. C'était une promenade solitaire qui devait se terminer inévitablement et sans attendre trop par le retour au bercail.

Pour comprendre le maintien entier de l'emprise politique de l'impérialisme français sur les Etats nouvellement créés, il faut se référer à la réalité sociale. Le

fait que ces Etats sont des instruments du marché mondial plus que des Etats s'appuyant sur des couches et des classes autochtones, même s'il peut les entraîner dans son sillage, nécessite l'emprise politique directe d'un impérialisme donné. C'est pourquoi, en poussant les franco-anglais à « décoloniser », les autres impérialismes ne pouvaient qu'affirmer leur droit à intervenir dans ces pays. Ils ne pouvaient pas ne pas briser le monopole économique des métropoles européennes : cette rupture était utile (pour l'avenir surtout) dans la mesure où les Etats nés de la « décolonisation » sont les agents directs du développement du mercantilisme lui-même, condition de l'implantation du capitalisme.

Par contre, ces impérialismes ne pouvaient pas, dans l'immédiat, toucher au monopole politique des Anglo-Français sans mettre en péril les intérêts généraux du capital en détruisant l'illusion de « l'indépendance » elle-même : « Que la France et l'Angleterre fassent leur besogne, elles travaillent pour nous ! Qu'elles continuent à extorquer les produits tropicaux s'il le faut par la culture obligatoire et surtout par l'impôt, qu'elles continuent à développer le mercantilisme ! Nous repartagerons l'Afrique, comme nous l'avons fait pour l'Amérique latine ou pour l'Asie quand les conditions seront mûres ! Une fois, nous avons été les libérateurs ; avec un peu de chance nous pourrions le paraître une seconde fois ! » Voilà à peu près le catéchisme que marmonnent les grands prêtres de l'indépendance africaine, l'Amérique et la Russie, dans la cathédrale qu'ils se sont construite à l'O. N. U.

Pour s'en tenir à une seule preuve, le NON retentissant de Sékou Touré à la communauté du général de Gaulle a provoqué dans les coulisses exactement le manège que nous venons de décrire. Il avait entraîné le retrait immédiat de tout le personnel de Guinée : dans la brèche ainsi ouverte, les Russes se fauilièrent, mais dès 1962, les espoirs qu'ils avaient éveillés s'évanouirent. Que pouvaient-ils faire d'autre que les colonisateurs français d'un Etat au service du marché mondial ? Depuis, en dépit d'une présence discrète des Russes et même des Chinois, ce sont les Américains qui ont leur longue main en Guinée, comme l'explique "Le Figaro" du 9 décembre 1970 :

« Il y a une explication simple à ce zèle U. S. A. en faveur de l'actuel pouvoir guinéen qu'ils entretiennent à petit feu sans être assurés aujourd'hui de pouvoir le sauver, en raison d'une situation économique qui

se détériore sans cesse et d'une opposition interne et externe qui se renforce. Cette explication (...) a été donnée par un homme d'affaires américain bien tranquille et gentiment cynique : " avec la pagaille qui règne en Guinée, malgré le système ou à cause de lui, nous faisons à peu près ce que nous voulons. Nous ne serions peut-être pas aussi libres d'exploiter le pays, je veux dire de le mettre en exploitation, sous un régime plus conséquent... »

Si nous mettons de côté les rancunes du journal "Le Figaro" dues au fait que la proie guinéenne et ses bauxites ont échappé au monopole français, ainsi que les cris hystériques et « socialistes » moins vrai que l'Etat guinéen de Sékou Touré, il n'en reste pas rempli exactement la même fonction que ses voisins et que ses difficultés actuelles sont à coup sûr justement dues au fait qu'il n'est « qu'entretenu à petit feu » au lieu d'être tenu à bras le corps comme le Tchad ou les autres. En fin de compte, l'émancipation de la Guinée de l'impérialisme français a été le prix que ce dernier a dû payer pour montrer à l'ensemble des gouvernements africains mis en place la nécessité de leur soumission réelle à la France, qui d'ailleurs ne rate pas une occasion pour tenter de poser de nouveau ses griffes sur la Guinée.

Pour revenir à l'ensemble des pays sous domination française directe, il faut dire que les philistins sont rassurés par l'attitude extérieurement « indifférente » de l'Etat français face à la cascade de coups d'Etat et aux divers et fréquents changements politi-

ques qui se produisent dans les Etats d'Afrique noire qualifiés par les bourgeois de francophones, et ils trouvent une raison de plus pour diffuser le mensonge de l'indépendance de ces Etats. C'est le cas du journal "Le Monde" dans un article du 3 février 1971 :

« Si le gouvernement français a consenti deux exceptions, l'une en février 1964 en faveur du Gabon, l'autre depuis deux ans en faveur du Tchad ("Le Monde" oublie de mentionner l'intervention militaire au Cameroun en 1960-62 qui fut la plus massive et la plus meurtrière), il a d'une manière générale refusé les demandes d'intervention faites par des régimes qui, liés à la France par des accords de défense, faisaient appel à son concours pour triompher de menaces de subversion interne. » Néanmoins l'article cité s'empressait d'ajouter : « Certes, on laisse entendre que le gouvernement français a cherché à infléchir discrètement l'évolution de tel ou tel régime à la faveur d'une mutation brutale par exemple, mais les ingénérances restent l'exception et non la règle. »

A cette constatation hypocrite, on pourrait rétorquer par une question à laquelle il n'est pas besoin de réponse, même pour les petits-bourgeois qui ne comprennent jamais rien aux mystères du capital ni aux coups qu'ils reçoivent de lui : une société a-t-elle besoin de « s'ingérer » ouvertement dans les affaires d'une autre société, lorsqu'elle en détient le capital et qu'elle s'est assurée le pouvoir dans son Conseil d'administration ?

En réalité, l'impérialisme fran-

çais peut laisser une certaine « marge » politique aux gouvernements africains, du moment que les Etats qu'ils dirigent ne sont que des filiales de l'Etat impérialiste. La phrase, les programmes des gouvernements ne changent rien et ne peuvent rien changer au programme réel des Etats qui fonctionnent comme des instruments du marché mondial : exploitation forcée sur la base du mode de production existant, pour fournir produits tropicaux et matières premières indispensables aux métropoles impérialistes, et d'une façon dérivée mais nécessaire, développement du mercantilisme et création des conditions du capitalisme, tout ceci par l'impôt, l'usure de l'Etat, et s'il le faut encore la culture obligatoire et la corvée affublée aujourd'hui du joli nom « d'investissement humain », d'invention chinoise.

Enfermés dans cette sordide réalité coloniale, les gouvernements africains tentent périodiquement de s'en évader par le verbe « révolutionnaire » et « anti-impérialiste », sans pouvoir empêcher qu'aux yeux des masses colonisées, les mythes de l'indépendance s'effondrent l'un après l'autre, depuis celui du Mali et celui du Congo-Brazzaville jusqu'à celui de la Guinée.

C'est cette sordide réalité qui doit être rappelée au prolétariat des métropoles qui, tôt ou tard, devra retrouver le chemin de la lutte contre son propre Etat.

Dans ce combat émancipateur, il ne pourra nouer des liens fraternels avec les prolétaires d'Afrique noire et les masses colonisées que s'il lutte contre l'oppression coloniale de son propre Etat.

C'est une de ses tâches. Elle est toujours à l'ordre du jour.

Problèmes de l'Education Nationale en Russie

Pour la Russie, l'édification de la société socialiste est fondamentalement achevée. Il ne s'agit plus que de marcher « vers le Communisme ». Telles sont les fables grossières dont les dirigeants russes, bouffis d'orgueil et de privilèges, tentent d'abreuver les prolétaires rattachés, d'une façon ou d'une autre, aux divers Partis Communistes nationaux (italien, français ou chilien) de la planète. La revue « Etudes Soviétiques » est, pour la France, la vitrine dans laquelle la « civilisation russe » veut étaler les fastes de son système d'enseignement. La culture est évidemment une grande chose, révéralée par toute l'humanité démocratique et progressiste, un mystère profond et sacré qui, conjointement avec la science, fait retirer son béret au paysan et sa casquette à l'ouvrier. Et, si la Russie socialiste « cultive » mieux son « peuple », nul doute qu'aux yeux éblouis du crétin occidental, la supériorité de son « système » n'en ressortira qu'avec plus d'éclat.

Examinons donc les particularités du système d'enseignement russe. Le numéro de novembre de la revue a bien fait les choses : un reportage et une interview. Le reportage intitulé : L'école et le progrès technique et scientifique est une image d'Epinal, amusante dans la mesure où sa naïveté « socialiste » est bien souvent involontaire. Mais l'interview, témoignage instantané de « grandes personnalités », suivant le rite du capital yankee dans lequel la Russie « en marche vers le communisme » semble faire quelque progrès, mériterait le coup de crayon agressif et vengeur d'un Daurier. L'interviewé est rien moins que le ministre de l'Instruction publique, Monsieur Mikhaïl Prokofiev, venu jouer devant les micros la musique du progrès. Les questions, pleines d'ouï-dieu, appellent des réponses tout aussi pleines de bêtise.

« Question : Dans le rapport « d'activité au XXIV^e Congrès du P.C.U.S., Léonid Brejnev, secrétaire général du P.C.U.S. a accordé une grande attention aux problèmes du développement spirituel « harmonieux des soviétiques. (Donc salut à toi, ô Léonid, nouvel et moderne ingénieur des « âmes !). Quel est, à votre avis, « le système d'enseignement le plus « rationnel ? ». Le journaliste a sans doute, intellectuellement oblige, le culte de la déesse Raison. Mais le ministre, responsabilité oblige, a le culte de l'Etat. « Le plus rationnel, mais c'est l'Etat ! » dirait le ministre. Mais laissons-le plutôt s'exprimer lui-même : « Permettez-moi de « citer un grand savant russe : « "Voici comment j'envisage la solution idéale (!) du problème de l'Instruction publique : un système majestueux créé et dirigé par l'Etat depuis l'école jusqu'à l'Institut, étape par étape. Les « portes de la science étant ouvertes à tout homme capable " ». Un édifice majestueux, au sommet duquel trône l'Etat, voilà l'idéal,

supériorité du « système social russe », en « transition vers le communisme ». Mais peut être qu'au niveau de l'application, si les principes sont les mêmes, la supériorité russe est-elle plus manifeste ?

En Russie, l'enseignement de l'école primaire laïque et obligatoire date de 1930. Dans la petite France capitaliste, il date de l'époque de cette splendide canaille de Jules Ferry, révéralé longtemps par les démocrates instituteurs de campagne comme le père de la civilisation, lui qui hurlait au premier rang des loups-cerviers de l'impérialisme français pour le dépeçage du monde ! Mais ce petit « avantage » de la France dans le domaine de l'Instruction publique date de l'époque où la Russie n'était pas encore entièrement socialiste, puisque le socialisme n'a été « achevé », suivant les textes officiels, qu'en 1936 ! Il ne prouve donc rien. C'est vrai. Mais alors, c'est la vitesse avec laquelle la Russie a construit le socialisme dans l'économie qui nous étonnera, puisque c'est seulement trois ans après — en 1939 — qu'on s'est avisé de rendre obligatoire l'Instruction de huit ans, c'est-à-dire, l'équivalent français de la scolarité qui s'achève à quatorze ou quinze ans par le certificat d'Etudes !

Et aujourd'hui, à l'heure du passage au communisme supérieur, on a prévu l'équivalent de la scolarité obligatoire jusqu'à seize - dix-sept ans, qui sera entièrement réalisée — si les dieux du plan et du hasard social le permettent — pendant le quinquennat 1971-1975.

Cependant, ne spéculons pas sur les « insuffisances » pour juger de l'évolution du « socialisme » russe. Peut-être pourrions-nous nous laisser convaincre par le caractère « de masse » de l'enseignement ? L'intervieweur va nous aider à passer sur ces sentiers de l'émerveillement. « Dans votre intervention au XXIV^e Congrès du P.C.U.S., vous avez « dit que plus de 80 % de ceux « qui ont terminé l'école de huit

(Suite en page 4)

Correspondance :

" le prolétaire "
B. P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

" le prolétaire "
C.C.P. 2202-22 MARSEILLE

Abonnements :

" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 F et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste "
et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

♦ " prolétaire " : 6 mois.

♦ " prolétaire " : 1 an.

♦ " programme communiste ".

♦ Combiné.

(entourer le signe)

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. Les samedis 8 et 22 janvier, de 15 h. à 19 h. Le dimanche 16 janvier, de 10 h. à 12 h., au siège du " Prolétaire ", 8, rue Scipion (dans le cour à gauche), métro Gobelins.

● A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 h. à 19 h. au siège du " Prolétaire ", 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Après l'accord de Washington : où va le dollar ?

(Suite de la première page)

leurs capitaux et leurs marchandises vers les régions dévastées de l'Europe et de l'Asie. L'opération contribua, certes, à accroître leur richesse, quels que soient les comptes pour enfants qu'aient pu débiter leurs idéologues sur l'aide généreuse de la libre Amérique, mais elle contribua aussi à faire des vaincus d'hier de redoutables concurrents, d'autant mieux armés, et cela est vrai surtout du Japon et de l'Allemagne fédérale, qu'ils bâtissaient sur leurs ruines les installations les plus modernes. Contradiction ? Bien sûr, mais qui n'est qu'une manifestation particulière de la contradiction du mode de production capitaliste en général, qui prépare sans trêve, justement parce qu'il produit toujours plus vite et toujours davantage, les bases d'une crise de surproduction généralisée.

C'est sur cette toile de fond que l'on doit considérer les événements de la sphère financière et monétaire. Comme toute firme capitaliste, les Etats-Unis encaissent et déboursent. Ils exportent des marchandises et on les leur paie : ils encaissent ; ils en importent également et les paient : ils déboursent. Exportent-ils des capitaux ? C'est une dépense, mais ils peuvent en attendre des profits qui, une fois rapatriés, constituent une rentrée d'argent. D'autres viennent investir sur leur sol ? C'est un gain, mais qui sera atténué par le rapatriement éventuel des profits effectué par ces investisseurs. Ajoutons à cela les dépenses - considérables - entraînées par leur rôle de moteur et de germe de l'impérialisme et l'on aura une idée des principales rubriques de la fameuse balance des paiements, qui comptabilise toutes les entrées et toutes les sorties de la firme U.S.A. dans ses rapports avec les autres fir-

mes nationales.

Comment ont évolué les différentes rubriques de la balance des paiements depuis 1945 ? Au lendemain de la guerre, les U.S.A. monopolisaient près du quart (pourcentage énorme !) des exportations mondiales et leur balance commerciale (différence entre la valeur des exportations et la valeur des importations) était très largement bénéficiaire : le bénéfice fut de 5,6 milliards de dollars l'an en moyenne entre 1945 et 1951 ; il tomba ensuite à 3,5 milliards entre 1952 et 1962, pour remonter temporairement à 4,9 milliards entre 1963 et 1967. A partir de 1968, le tableau change radicalement et, malgré une remontée sensible en 1970, le bénéfice tombe à 1,1 milliard en moyenne entre 1968 et 1970, pour se transformer en un **déficit** de 1,7 milliard en 1971 (sur la base des neuf premiers mois). Que s'est-il passé ? Les U.S.A. ont perdu leur avance écrasante dans la guerre commerciale incessante que se livrent les puissances capitalistes, les prix des marchandises « made in U.S.A. » ne sont plus aussi compétitifs et elles sont supplantées, y compris sur le marché intérieur des Etats-Unis, par les marchandises japonaises et allemandes. Pourquoi ? Fondamentalement, et quelles que soient les interférences monétaires (inflation plus ou moins marquée selon les pays, mais elle est plus forte, justement, au Japon qu'aux U.S.A.), parce qu'Allemands et Japonais obtiennent, au moins dans certains secteurs, une productivité supérieure à celle des U.S.A.

Voyons maintenant ce qu'il en est des capitaux. Dans ce domaine la balance des paiements américaine a toujours été largement déficitaire, et c'est bien normal : première puissance impérialiste,

elle a investi partout ses capitaux et sur un rythme en gros régulièrement étonnant, les U.S.A. restant quantitativement négligeables si l'on fait abstraction des brusques mouvements spéculatifs qui n'expliquent rien par eux-mêmes puisqu'ils sont des effets et non des causes et ne font que renforcer un mouvement indépendant d'eux. Pour fixer les idées citons deux chiffres : en 1966, on estimait à 100 milliards de dollars au total les investissements à long terme des U.S.A. à l'étranger, et en 1970, la sortie nette totale de capitaux (à long et court terme) des U.S.A. (c'est-à-dire les capitaux américains exportés moins les capitaux étrangers importés aux U.S.A.) s'est élevée à 10 milliards de dollars. Il serait sans doute bien naïf de se représenter cette sortie de capitaux comme une perte sèche pour les Etats-Unis. C'est tout le contraire qui est vrai, puisque ces capitaux, convertis en installations productives, extorquent de la plus-value, du profit aux salariés, profits qui peuvent être rapatriés aux U.S.A. Ces profits rapatriés (qui ne sont en général qu'une fraction du profit total, une autre étant réinvestie sur place) n'ont cessé d'augmenter, pour occuper finalement une place de premier plan dans la balance des paiements américaine. Là encore, citons un chiffre : en 1970, le revenu net des capitaux (c'est-à-dire les profits rapatriés moins les profits payés à l'étranger pour des investissements effectués aux U.S.A.) s'est élevé à la coquette somme de 6,2 milliards de dollars.

Si l'on ajoute que les charges « impériales » des U.S.A. se sont considérablement alourdies depuis la fin de la guerre, on aura un tableau schématique des différents postes de la balance des

paiements. Essayons maintenant de donner une vue d'ensemble de son évolution. On peut dire que la baisse, puis la disparition, de l'excédent commercial, le niveau élevé des dépenses pour la défense de l'ordre impérialiste, le niveau croissant des investissements à l'étranger, ont entretenu un déficit croissant de la balance des paiements américaine, malgré l'augmentation régulière et très substantielle des profits rapatriés. Bref, le solde de la balance, chroniquement déficitaire, l'est devenu récemment dans des proportions inquiétantes, mettant en péril la fameuse confiance dans le dollar.

Comment les Américains ont-ils financé ce déficit ? Dans un premier temps, lorsque « le dollar était aussi bon que l'or », en exploitant ce privilège qui faisait du dollar - monnaie nationale - une monnaie internationale universellement acceptée (y compris dans les pays de l'Est). D'où accumulation de dollars, c'est-à-dire de créances sur l'Amérique, dans les banques étrangères : les U.S.A., en quelque sorte, vivaient à crédit. Quoi de plus normal en régime capitaliste, où l'on ne prête qu'aux riches ? Encore faut-il demeurer riche pour espérer conserver son crédit : tandis que les dollars s'accumulaient à l'étranger, un autre mouvement, en sens inverse, s'amorçait sournoisement, on réclamait le remboursement en or des dollars et peu à peu, par voie de conséquence, les réserves d'or de Fort Knox fondaient. Elles finirent par atteindre un niveau si bas en 1968 (en gros, il ne restait plus que le montant de la couverture or de la circulation intérieure du dollar, couverture supprimée à la hâte par l'administration américaine pour tenter de redonner confiance dans le dollar à l'étranger), qu'il fallut en venir à sup-

primer pratiquement la convertibilité du dollar, c'est-à-dire à déclarer sa banqueroute partielle.

Porté sur les fonds baptismaux par les U.S.A., grands triomphateurs de la guerre impérialiste, le système monétaire mondial, longuement érodé par l'expansion « pacifique » qui a édifié les bases de la guerre économique inter-impérialiste d'aujourd'hui, a été officiellement porté en terre par Nixon le 15 août. Depuis, les experts mondiaux les plus distingués ont fait assaut d'imagination pour en inventer un nouveau. Vains efforts. Nous pensons en avoir assez dit pour que l'on comprenne qu'un tel système ne peut être établi que sur la base de rapports de force. Ceux qui ont accouché des accords Bretton-Woods se sont modifiés, l'Amérique ne caracole plus en solitaire, le Japon et la R.F.A. sont à ses trousses, mais, pour puissants qu'ils soient devenus, ils ne le sont pas encore assez pour dicter leur loi (soit dit en passant, les grands changements dans les rapports de force entre les colosses mondiaux ne se sont jamais joués sur le seul terrain économique : la partie finale et décisive s'est le plus souvent déroulée sur le terrain militaire).

Les accords de Bretton-Woods sont donc caducs. La situation de l'impérialisme mondial n'est pas assez mûre pour en établir de nouveaux, et aussi stables (ceux de Bretton-Woods ont duré 27 ans). Aussi, à Washington, a-t-on travaillé dans le provisoire. Mais, et c'est fort important, bien qu'indubitablement affaiblis, les U.S.A. ont pu et déclaré la guerre et imposer les conditions de l'armistice. Je taxe les importations de 10 %, que ça vous plaise ou non, a tonné l'Oncle Sam. Cela vous déplaît ? eh bien, sangsueons : nous sommes entre bons démocrates, partisans du dialogue et je ferais volontiers un petit voyage pour admirer le « Concorde » aux Açores. Résultat ? La taxe de 10 % est abolie, certes, mais le dollar est dévalué et la monnaie de ses concurrents réévaluée. Coût pour les Japonais ? En combinant les effets de la dévaluation et de la réévaluation, leurs marchandises vaudront 15,55 % plus cher sur le marché américain, tandis que les marchandises américaines baisseront dans les mêmes proportions sur le marché japonais. Pour les Allemands, leurs marchandises verront leur prix s'élever de 12,50 % sur le marché américain, tandis que les marchandises américaines baisseront dans les mêmes proportions sur le marché allemand. Ces chiffres suffisent à montrer qui mène le jeu et à qui il profite. Il n'est du reste pas terminé, les Américains obligent leurs partenaires commerciaux (en particulier le marché commun) à négocier des accords douaniers qui leur soient plus favorables, eux qui, justement, ont les barrières douanières les plus élevées en moyenne des grands pays industriels. Sans entrer dans les détails techniques on doit encore noter que les marges de fluctuation des monnaies sont portées à 2,25 % (1 % seulement à Bretton-Woods), ce qui montre bien le caractère provisoire de l'accord. Enfin et surtout, les U.S.A. ont obstinément refusé d'en revenir à la convertibilité, même limitée, du dollar : « le dollar est aussi bon que l'or », continuent-ils à proclamer ; les autres ne le croient plus, mais n'ont pas le pouvoir d'imposer une autre solution.

Les accords de Washington constituent une trêve, imposée par les U.S.A., dans le strict domaine monétaire. La guerre est reportée sur un autre terrain, celui des échanges commerciaux, étant entendu que l'Amérique veut continuer sa politique d'exportation massive de capitaux. En desserrant l'étreinte de la concurrence, elle peut peut-être sortir de sa récession actuelle, mais en exportant au dehors. En tout cas, les U.S.A. et leurs concurrents vont s'employer à fouetter la productivité, c'est-à-dire à renforcer encore l'exploitation du prolétariat mondial. Celui-ci ne pourra toujours s'incliner devant les exigences barbares du mode de production capitaliste qui crève de trop produire, partout, mais ne sait d'autres remèdes que produire plus encore. Derrière la crise du dollar se profile la crise du capitalisme.

Problèmes de l'Éducation Nationale en Russie

(Suite de la page 3)

« ans poursuivent leurs études dans les écoles secondaires ». 80 % ! Voilà qui est énorme ! Voilà bien un chiffre à frapper les esprits ! Mais au juste, l'école de huit ans (sept et huit : quinze. En Russie, ils ne commencent qu'à 7 ans. Cf. Komolskaya Pravda) c'est l'équivalent de l'école primaire en France. Alors, nous pouvons tenter une petite comparaison. Pour 100 élèves qui sortent du premier cycle (de 11 à 15 ans) 35 entreront dans le second cycle long et 45 dans le second cycle court : total 80 %. France capitaliste et Russie en transition vers le communisme, match nul dans le domaine de l'éducation ! Match nul, ou presque, puisque les chiffres russes sont de 1971, et les chiffres français (« Panorama de la France », ibidem) de... 1965 !

Peut-être alors aurons-nous plus de chance en comparant les effectifs de la population scolarisée à la population totale ? Si l'on ajoute les chiffres de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, on obtient pour la France, environ 12.000.000 d'élèves, pour environ 50.000.000 d'habitants. « Etudes Soviétiques » indique (p. 65) : « Au total, 45.000.000 d'élèves de l'U.R.S.S. auront (71) devant les pupitres de près de 200.000 écoles ». Or, la Russie compte, en 1971, 241.000.000 d'habitants ! La France capitaliste, après une rapide division, bat l'U.R.S.S. en transition vers le Communisme... d'une bonne encolure.

Cherchons encore. Même « philosophie » de l'enseignement, même « progrès » vers la généralisation d'un certain type d'instruction, même structure de l'enseignement. Et pourtant la France est capitaliste, et la Russie marche vers le communisme. Peut-être en Russie, alors, la jeunesse d'origine modeste a plus de chance qu'ailleurs de se faire ce que les petits bourgeois d'occident appellent « une bonne situation ». Peut-être que si le communisme ne supprime pas la hiérarchie des bonnes et des mauvaises places, des ministres, des journalistes et des balayeurs, peut-être a-t-il au moins réalisé le rêve des radicaux - bourgeois du début de ce siècle : que nul ne soit empêché de devenir par son origine sociale un... « Monsieur bien », pour ne pas dire comme Lénine, un **exploiteur** ! Eh bien, non. Même pas. C'est le

ministre qui le dit, bien que dans un langage très administratif : « Chaque jeune homme ou jeune fille qui achève l'école de huit ans a au moins trois possibilités : « les deux dernières années de l'école le secondaire ; les écoles secondaires spécialisées appelées chez nous technicums, et, enfin, les écoles techniques professionnelles appelées P.T.U. Le choix est déterminé par de nombreuses raisons, depuis la situation matérielle de la famille, (par exemple dans quelle mesure le jeune homme ou la jeune fille ont-ils besoin de se rendre indépendants) « jusqu'aux raisons psychologiques « profondément subjectives, etc... ». Si nous laissons de côté les appels à la « sociologie subjective », pourfendue autrefois par des marxistes oubliés, nous sommes obligés de constater que l'enfant russe dépend de la cellule familiale (en transition vers le communisme) et donc du salaire (en transition vers le communisme !) du père de famille !

Il est évident sans doute que, même pour Monsieur le Ministre Prokofiev, il doit y avoir ça et là de fausses notes dans le système. Mais tout s'améliorera. « Nous avons 2,7 millions de professeurs d'école. Le niveau élevé de leur instruction, l'amour de leur profession, le vaste système de perfectionnement des qualifications « permettent d'être certain de l'accomplissement des tâches ». La lutte pour la qualification, la concurrence entre les enseignants pour le dire sans voiles seront un élément de ce progrès. Un autre élément sera sans doute l'action miraculeuse des crédits. « Le gouvernement augmente chaque année les crédits affectés à l'instruction. « Ainsi, en 1971, 5,4 milliards de roubles (4,2 % de plus qu'en 1970) provenant du budget d'Etat sont affectés à l'entretien des écoles ». De plus, le ministre ajoute quelques lignes plus loin : « Un soin systématique de l'amélioration des conditions de travail et de vie des enseignants, « notamment l'augmentation de leurs salaires, est une manifestation de cette sollicitude ». Il est vrai que, selon « Etudes Soviétiques », la Russie se rapproche d'autant plus de la société communiste qu'on y produit plus de marchandises, et que les salaires y sont « hauts ». Le mot « sollicitude », tombant des lèvres d'un ministre

russe, aura peut-être choqué les lecteurs occidentaux, habitués à être exploités ou bernés avec moins de « majesté », et plus « d'hypocrisie démocratique ». Mais c'est sans doute une question de latitude, et cela ne doit pas choquer le « citoyen soviétique ». Rien de plus normal pour lui sans doute que de s'entendre dire que « l'école, l'instituteur, font l'objet d'une sollicitude quotidienne du Parti et de l'Etat » (p. 45).

Il est vrai que les citoyens russes n'auront pu apprendre à l'école aucune mauvaise doctrine subversive, mais seulement leur « devoir vis à vis de la famille, du pays, et de l'humanité » (p. 48).

Il ne manquait qu'une « majestueuse » conclusion. Et le journaliste émérite s'efforça de tendre la perche au ministre majestueux. « Le système d'enseignement soviétique répond à l'idéal exposé par « l'auteur du " système de Mendéléiev " cité au début de l'inter-view ». Réponse... « majestueuse » ! : « Oui. Et permettez-moi d'évoquer les paroles prononcées non pas par un pédagogue, « mais par un écrivain contemporain de Mendéléiev, par Gleb Ouspenski. En étudiant l'école prérévolutionnaire, il rêvait du temps où une noble mission d'instituteur serait liée à la vie sociale, lorsque que le tribunal, la presse, l'Etat, « serviraient le même but que l'instituteur. Ce temps est venu ».

Magnifique conclusion, Monsieur le Ministre ! Qu'un écrivain d'avant la Révolution d'Octobre, critiquant l'école tsariste, ait rêvé d'un système démocratique, c'est une chose, qui, à l'époque, était révolutionnaire. Mais que Monsieur Prokofiev essaie en 1971 de nous faire croire que son système d'éducation nationale est celui d'une société qui est « entrée dans l'époque de la construction en grand du communisme » pour reprendre la ridicule expression « soviétique », c'est en une autre toute différente ! Gleb Ouspenski est un homme de l'époque de la révolution démocratique bourgeoise, Mikhail Prokofiev est un contre-révolutionnaire bourgeois. Quant au système idéal d'enseignement qu'il nous propose en exemple, nous, marxistes, nous le connaissons depuis longtemps. Par exemple, depuis 1877, date où Engels tailla en pièces le malheureux Dühring. La seule différence entre les deux individus consiste dans le fait que Dühring

sapait de l'intérieur un Parti marxiste, alors que Prokofiev, « homme d'Etat », sert les intérêts du deuxième impérialisme de la planète, et que Dühring concevait l'éducation socialiste comme identique à l'éducation capitaliste, alors que Prokofiev tente de faire passer une éducation capitaliste réelle pour l'éducation à la fois « idéale » et « en transition vers le communisme ».

Monsieur Prokofiev vient d'écrire dans la Komsomolskaya Pravda : « Il est même nécessaire de garantir l'existence quotidienne des enfants vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et non pas seulement pendant les cinq ou six heures qu'ils passent chaque jour à l'école ». Engels avait écrit : « Comme on voit, l'école publique « de l'avenir n'est pas autre chose qu'un « bahut » prussien perfectionné... Ce que le savant Monsieur Prokofiev a oublié tout en trahissant (c'est le seul terme qui nous paraisse approprié), vers le « communisme supérieur », c'est qu'il n'y a pas plus aujourd'hui que du temps de M. Dühring de « système idéal d'éducation ». Et que le socialisme inférieur commence, non pas par l'édification de « bahuts prussiens » où le grec a été remplacé par les mathématiques, mais par la destruction de l'opposition entre l'école et la vie active, l'étude et le travail productif. Il pourrait même apprendre à distinguer rapidement, s'il était possible aux classes dominantes de concevoir leur disparition, que tous les traits de son système « rationnel » et « idéal » sont eux aussi historiques, relatifs et transitoires, et sont tous identifiables par un seul mot : **CAPITALISME**.

Quant à l'éducation du véritable socialisme international, après la destruction révolutionnaire de tous les Etats, y compris l'Etat russe actuel, elle disparaîtra en tant que telle. Dans le Capital, Marx l'explique de la manière suivante : « Il suffit de consulter les livres de Robert Owen pour être convaincu que le système de fabrication le premier fait germer l'éducation « de l'avenir, qui unira pour tous les enfants le travail productif avec l'instruction et la gymnastique, et cela non seulement comme méthode d'accroître la production sociale, mais comme la « seule et unique méthode de produire des hommes complets ». (Anti Dühring p. 361).